

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 30/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SONIRVAL ÉNERGIE

38 Route de Vauzelles
58600 Fourchambault

Références : 250298
Code AIOT : 0005401765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement SONIRVAL ÉNERGIE, implanté 38 Route de Vauzelles - 58600 FOURCHAMBAULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SONIRVAL ÉNERGIE
- 38 Route de Vauzelles - 58600 FOURCHAMBAULT
- Code AIOT : 0005401765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est une unité d'incinération des ordures ménagères (UIOM).

Le four a une capacité de traitement des déchets non dangereux de 6,55 t/h : à ce titre, l'installation est soumise à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED.

L'installation doit par conséquent respecter (entre autres des textes réglementaires) :

- la décision d'exécution (UE) de la commission du 12 novembre 2019, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- l'arrêté du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	OTNOC : émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2 - 2.2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Cuve aérienne de fuel	AP Complémentaire du 21/08/2024, article 8	/	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Risques	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 35.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Registre déchets et procédure d'assurance qualité : mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2 - 2.2.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'unité apparaît globalement bien tenue.

Le présent rapport d'inspection fait état de demandes de précisions, et de 2 non-conformités portant sur :

- le contrôle des effluents atmosphériques : l'exploitant doit faire réaliser un contrôle annuel concernant le paramètre N₂O (protoxyde d'azote) du fait de l'utilisation d'un système de traitement par injection d'urée pour l'abattement des NO_x (oxydes d'azote), appelé SNCR (réduction sélective non catalytique) ;
- la protection incendie de la cuve de fuel : l'exploitant doit installer une réserve d'émulseur d'au moins 1 000 litres, associée à une réserve d'eau incendie (commande en cours).

L'exploitant n'a pas apporté de réponses à la précédente inspection du 08/10/2024 : il doit améliorer son suivi des suites des inspections réalisées par l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

II.- L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...].

Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;
 - la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
- [...]

IV.- Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.

[...]

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

[...]

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

V.- [...] Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilité à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.

Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :

1° Les agents de l'État mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;

2° [...].

Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'État mentionnés au 1°.

Constats :

Inspection du 08/10/2024 (résumé des constats) :

Par sondage, l'inspection a demandé à visualiser le déchargement associé à la pesée de 14 h 53 le 08/12/2023. L'exploitant n'a pas su utiliser l'outil pour retrouver les images vidéos demandées. Il s'est engagé à les transmettre à l'inspection dès que possible et à apprendre à utiliser l'outil. Par courriel du 08/10/2024, l'exploitant a transmis des photographies du déchargement concerné.

Demande formulée : Le directeur de l'unité industrielle est la seule personne habilitée à utiliser l'outil. Il convient qu'il apprenne à utiliser celui-ci.

Inspection 2025 :

L'exploitant précise que le contrôle vidéo est assuré par 4 caméras :

- 1 à l'entrée du bâtiment de déchargement permettant la lecture des plaques d'immatriculation ;
- 2 au niveau de la fosse de déchargement (1 à gauche et 1 à droite) ;
- 1 couvrant l'ensemble de la zone de déchargement.

A la demande de l'inspection, les vidéos enregistrées pour la journée du 06/06/2024 à 16 h 40 ont été visionnées. Le directeur du site déclare que lui et son adjoint sont les 2 personnes autorisées à accéder aux vidéos. Le visionnage n'appelle pas de remarque particulière, et la manipulation du logiciel est maîtrisée par l'adjoint au directeur.

La demande formulée lors de l'inspection de 2024 est soldée.

Concernant le suivi des temps d'indisponibilité, l'exploitant indique réaliser un suivi relatif aux 10 jours calendaires sur l'année et 5 jours consécutifs, mais n'a pas été en mesure de présenter ce suivi en utilisant son logiciel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'Inspection son suivi des durées d'indisponibilité des caméras de surveillance des déchargements de déchets pour l'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 35.4

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Ce plan doit être élaboré, maintenu à jour, mis à la disposition du personnel concerné en tout point utile et enclenché sans retard lorsque nécessaire. L'exploitant s'assure de la disponibilité en tout temps des moyens humains et matériels ainsi définis.

Des exercices de mise en œuvre de ce plan doivent être organisés **une fois par an** par le personnel du centre en concertation avec les Services de Secours et d'Incendie. La date et le compte-rendu de ces exercices sont consignés sur un registre.

<p>Constats :</p> <p>Inspection du 08/10/2024 (résumé des constats) : Par courriel du 27/09/2024, l'exploitant affirme avoir pris contact avec le SDIS 58 et établi un plan de défense incendie à valider par les pompiers. De plus, la boîte pour mise à disposition de ce plan incendie à l'entrée du site a été commandée. Le prochain exercice est prévu le 26/11/2024 : seront présents les représentants sécurité et PSS afin de réaliser la trame de compte-rendu de cet exercice. Lors de la visite, l'exploitant a présenté son projet de plan de défense incendie (PDI) et les remarques faites par le SDIS. Le document sera finalisé et les plans mis à disposition à l'entrée du site dans la boîte prévue à cet effet à la suite de l'exercice programmé le 26/11/2024. <u>Demande formulée :</u> l'exploitant transmettra à l'inspection le compte-rendu associé à l'exercice et le PDI finalisé.</p> <p>Inspection 2025 : Le compte-rendu de l'exercice incendie du 26/11/2024 a été transmis par mail du 28/05/2025, à la demande de l'Inspection : <u>la demande formulée lors de l'inspection 2024 est donc soldée.</u> Ce compte-rendu mentionne, entre autres : - que l'entrée du site n'a pas été fermée aux visiteurs et aux véhicules, lors du déclenchement de l'exercice ; - les serre-file « n'ont pas tout vérifié » ; - le personnel n'est pas intervenu sans danger ; - un SST n'a pas été prévenu. L'Inspection demande alors à l'exploitant quelles sont les suites de cet exercice et quel est le plan d'actions associé, afin de mener les actions correctives nécessaires. L'exploitant indique qu'il n'a pas élaboré de plan d'actions. En séance, l'exploitant présente en salle son « <i>tableau de suivi des contrôles réglementaires, site SONIRVAL Énergie</i> ». Ce tableau mentionne l'obligation de réaliser annuellement un exercice incendie en présence du SDIS. Le prochain exercice est prévu pour la fin de l'année 2025 : l'exploitant précise qu'il va prochainement prendre contact avec le SDIS pour fixer la date. Enfin, l'exploitant précise que le PDI a bien été adressé au SDIS, mais qu'il n'a pas eu de réponse en retour. La visite sur le terrain a permis de vérifier que la boîte pour la mise à disposition du PDI a été mise en place à l'entrée du site. Elle n'a pas été ouverte (pas de clé lors de la visite), mais l'exploitant a confirmé que le plan est bien à l'intérieur.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite aux exercices annuels de mise en œuvre du plan de lutte contre un sinistre, l'exploitant mettra en place un plan d'actions, afin de corriger les manques constatés, et/ou d'améliorer les points faibles identifiés.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets</p> <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45</p> <p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p>

- lors de la visite d'inspection du 08/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

I.- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Constats :

Inspection du 08/10/2024 (résumé des constats) :

Par échantillonnage, l'inspection a demandé à consulter les BSD :

- BSD-20230419-QATHXFRDQ : indique une rupture de traçabilité. L'exploitant a affirmé ne pas être au courant de l'obligation pour son exutoire d'être autorisé par arrêté préfectoral à pratiquer la rupture de traçabilité ;

- BSD-20240321-NJJRV9E80 : incomplet car non signé par l'exutoire.

Demande formulée : L'exploitant transmettra à l'inspection le BSD-20240321-NJJRV9E80 complet et confirmera que l'exutoire ayant pris en charge le déchet suivi par le BSD-20230419-QATHXFRDQ est autorisé à pratiquer la rupture de traçabilité. Dans l'ensemble, l'exploitant doit assurer le suivi de ses déchets jusqu'à leur traitement final ou jusqu'à la rupture de traçabilité effectuée conformément à la réglementation.

Inspection 2025 :

En l'absence de réponse de l'exploitant sur cette demande, les BSD ont été téléchargés sur Trackdéchets, avant l'inspection :

- BSD-20240321-NJJRV9E80 : le BSD est toujours incomplet dans la partie 12 "*Destination prévue*". Le déchet a été réceptionné sur le site de l'entreprise SAFETY - KLEEN FRANCE, route du Vieux Domaine - 18100 VIERZON, le 21 mars 2024 ;

- BSD-20230419-QATHXFRDQ : l'exploitant indique qu'il a pris contact avec l'entreprise SAFETY KLEEN. Le document transmis par Safety Kleen est un BSD de pompage de déchets sur le site SAFETY - KLEEN FRANCE, La Plaine Basse, 91350 GRIGNY. Ce document ne répond pas à la question concernant l'autorisation de rupture de traçabilité.

La demande formulée lors de l'inspection de 2024 est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettra à l'inspection le BSD-20240321-NJJRV9E80 complet ; - confirmera que l'exutoire ayant pris en charge le déchet suivi par le BSD-20230419-QATHXFRDQ est autorisé à pratiquer la rupture de traçabilité. <p>Dans l'ensemble, l'exploitant doit assurer le suivi de ses déchets jusqu'à leur traitement final ou jusqu'à la rupture de traçabilité effectuée conformément à la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts sont reportés dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 08/10/2024 (résumé des constats) :</p> <p>Concernant les arrêts imprévus, l'exploitant précise que le passage en OTNOC est à enclencher manuellement depuis la salle de quart. Il s'interroge quant à une éventuelle automatisation de</p>

cette bascule. Le compteur OTNOC H1 à fin août indique 6 jours, 17 heures et 43 minutes quand le compteur OTNOC H2 indique 1 jour, 18 heures et 8 minutes. Ces durées sont importantes en lien avec le démarrage des installations dans leur nouvelle configuration.

Demande formulée : l'exploitant précisera à l'inspection la différence entre les durées OTNOC H1 et H2.

Inspection 2025 :

N'ayant pas apporté les réponses à la demande formulée suite à l'inspection de 2024, à la demande de l'Inspection et en séance, l'exploitant explique la différence entre les compteurs H1 et H2 :

- H1 : compteur annuel OTNOC avec maxi 250 heures / an ;
- H2 : compteur annuel OTNOC avec dépassement VLE.

La demande formulée lors de l'inspection 2024 est soldée.

Concernant le suivi des OTNOC, le document transmis par mail du 28/05/2025 à la demande de l'Inspection, mentionne plusieurs valeurs pour les OTNOC pour l'année 2024 :

- tableau intitulé "*rapport annuel, colonne TpsOTNOC_30*" : total annuel de 47 jours, 01 heure, 06 minutes, soit **1 129,1 heures** ;
- tableau intitulé "*temps de fonctionnement en OTNOC H1, colonne TpsOTNOC_30*" : total annuel de 9 jours, 14 heures, 36 minutes, soit **230,6 heures** ;
- tableau intitulé "*temps de fonctionnement en OTNOC H1 et H2*" :

- colonne "*TpsOTNOC_30 (H1)*" : 18 jours, 1 heure et 6 minutes, soit **433,1 heures** ;
- colonne "*TpsOTNOC_30 (H2)*" : 3 jours, 2 heures, 4 minutes et 30 secondes, soit **74,07 heures**.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer à quoi correspondent ces chiffres.

Concernant le mercure, le document transmis par mail du 28/05/2025 mentionne la durée d'indisponibilité de l'analyseur mercure : 2 jours, 2 heures et 30 minutes, soit **50,5 heures**.

Concernant le suivi de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu, l'exploitant présente un tableau dans lequel est mentionné le compteur de suivi. Le % de fonctionnement du dispositif de mesure pour 2024 est de **99,8%**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera à l'inspection quel est le tableau correspondant au suivi de la durée cumulée des OTNOC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : OTNOC : émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

<p>2.2.5. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)</p> <p>Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié cette prescription et a programmé une intervention APAVE en octobre 2025 pour la réalisation de la mesure des émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré.</p> <p>Le tableau de suivi des contrôles réglementaires pour le site SONIRVAL Énergie présenté en séance mentionne d'ailleurs la programmation de cette intervention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait réaliser les contrôles ci-dessus avant le mois d'octobre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté [...]</p> <p>Hg : 0,02 mg/Nm³ en moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 08/10/2024 (résumé des constats) :</p> <p>A la lecture des rapports de surveillance des mois de juin à septembre, l'inspection constate :</p>

<p>- 2 dépassements HCl les 26/06 et 22/08 : d'après l'exploitant ceux-ci seraient dus à des soucis avec le broyeur de bicarbonate. Un nouveau matériel a été commandé qui devrait être mis en service d'ici à la fin de l'année. L'actuel broyeur (datant du démarrage de l'usine) sera conservé en redondance ;</p> <p>- 1 dépassement Hg le 08/09 : l'exploitant rappelle que le mercure ne peut provenir que des déchets incinérés. Le traitement par charbon actif est actuellement à débit fixe. Des études sont en cours pour permettre d'asservir l'injection aux débuts de pics de Hg afin de pouvoir gérer ceux-ci.</p> <p><u>Demande formulée</u> : l'exploitant informera l'inspection quand le nouveau broyeur aura été mis en service. Il informera également l'inspection quant aux résultats des études en cours et à la mise en œuvre de la solution proposée pour mieux abattre le mercure.</p> <p>Inspection 2025 : En séance, l'exploitant précise que le broyeur de bicarbonate a été installé en 2025, et qu'il devrait être opérationnel en juillet 2025 (restent les branchements électriques à réaliser). Ce broyeur a été visualisé lors de la visite des installations : il est positionné dans le même local que le broyeur actuel.</p> <p>Concernant la maîtrise des émissions pour le mercure, l'exploitant déclare que le traitement au charbon actif est « boosté » dès lors que la concentration atteinte en mercure est égale à 5 µg/Nm³. Cette injection est réalisée à 100 % lors de l'atteinte de cette valeur et la bascule se fait automatiquement.</p> <p><u>La demande formulée lors de l'inspection de 2024 est soldée.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Registre déchets et procédure d'assurance qualité : mâchefers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des mâchefers</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; - le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ; - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; - le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué

par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;

- la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;
- la quantité de matériau routier quittant l'installation ;
- la date de sortie de l'installation ;
- l'usage routier effectif ;
- le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier.

Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Inspection 08/10/2024 (résumé des constats) :

Dans l'exemple consulté, on retrouve un tableau reprenant le détail des pesées. On y retrouve l'identification de l'incinérateur Sonirval, du destinataire et transporteur l'entreprise Merlot ainsi que les dates des expéditions et les tonnages concernés. Cependant, certaines des informations sont absentes de ce tableau : l'usage routier effectif, l'adresse et les coordonnées GPS du chantier sont présents dans le dossier de chantier, mais le maître d'ouvrage identifié dans ce dossier est la société Merlot. Par courriel du 11/10/2024, l'exploitant précise que le maître d'ouvrage est bien la commune de Varennes-Vauzelles.

Demande formulée : l'exploitant doit compléter son registre pour que celui-ci comprenne l'ensemble des informations prescrites.

Inspection 2025 :

En séance, l'exploitant présente un classeur dans lequel sont archivés les dossiers relatifs aux chantiers. Chaque dossier représente un chantier, avec (entre autres), des vues satellites des parcelles concernées par la mise en œuvre des mâchefers, l'identification de ces parcelles avec les coordonnées GPS, l'adresse du chantier.

La demande formulée lors de l'inspection de 2024 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2 - 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Pour les installations d'incinération :

Paramètres	Fréquence
NOx	En continu

NH ₃	En continu (2)
N ₂ O	Une fois par an (3)
CO / SO ₂ / HCl	En continu
HF	En continu (4)
Poussières	En continu
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V)	Une fois tous les six mois
Hg	En continu (5) (6)
COVT	En continu
PCDD/PCDF	En semi-continu
PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois
PCB de type dioxines	Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8) Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)
Benzo[a]pyrène	Une fois par an

(2) Mesuré dans les installations ayant recours à la SNCR ou à la SCR

(3) Mesuré dans les installations utilisant un four à lit fluidisé et les installations qui ont recours à la SNCR par injection d'urée

(4) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable. Il n'existe pas de norme EN applicable à la mesure périodique de HF.

(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.

(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

Les paramètres suivants sont suivis en continu : NO_x, NH₃, CO, SO₂, HCl, HF, poussières, Hg, COVT. L'exploitant a transmis par mail du 06/06/2025 les rapports de contrôle semestriels des émissions atmosphériques réalisés par l'APAVE pour l'année 2024 :

- rapport N° 134252356-001-2, daté du 15/07/2024, intervention du 15/04/2024 au 24/05/2024 ;
- rapport N° 134252358-001-1, daté du 29/01/2025, intervention 28/10/2024 au 31/10/2024.

Les fréquences de contrôle des différents paramètres respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel, excepté pour le N₂O, paramètre pour lequel une mesure annuelle doit être réalisée étant donné que l'installation a recours à la SNCR (réduction non catalytique sélective) par injection d'urée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité : l'exploitant doit intégrer dans ses contrôles périodiques annuels des effluents gazeux le prélèvement et la mesure du paramètre N₂O.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2 - 2.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant détermine, dans le cas d'une nouvelle unité d'incinération ou après chaque modification d'une unité d'incinération existante susceptible d'avoir une incidence notable sur l'efficacité énergétique, l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en procédant à un essai de performance à pleine charge.

Dans le cas d'une unité d'incinération existante qui n'a pas fait l'objet d'un essai de performance, ou lorsqu'il n'est pas possible de réaliser un essai de performance à pleine charge pour des raisons techniques, il est possible de déterminer l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en tenant compte des valeurs de conception dans les conditions de l'essai de performance. L'efficacité de production électrique

brute ainsi que l'efficacité de valorisation énergétique brute sont explicités au sein de l'annexe 1 - paragraphe 1.4.

Les rendements indiqués dans le tableau ci-après pour les installations d'incinération des boues d'épuration et des déchets dangereux autres que les déchets de bois dangereux sont exprimés comme le rendement de la chaudière. Ce dernier représente le rapport entre l'énergie produite par la chaudière (par exemple, vapeur, eau chaude) et l'énergie fournie au four par la combustion des déchets et du combustible auxiliaire (exprimées en fonction du pouvoir calorifique inférieur). Les unités d'incinération respectent les niveaux d'efficacité énergétiques minimaux fixés dans le tableau ci-après :

Niveau d'efficacité énergétique (%) (6)

Déchets municipaux solides, autres déchets non dangereux et déchets de bois dangereux	Efficacité de valorisation énergétique brute (3)
Unité atteignant le niveau de rendement énergétique R1 (7) ou si ce niveau de rendement énergétique n'est pas applicable (7)	75
Unité n'atteignant pas le niveau de rendement énergétique R1 (7)	75

(3) Ne s'applique qu'aux unités ou parties d'unités qui produisent uniquement de la chaleur, ou qui produisent de l'électricité à l'aide d'une turbine à contre pression et de la chaleur à partir de la vapeur qui sort de la turbine.

(6) Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral au vu d'une justification fournie par l'exploitant comprenant notamment une étude technico-économique.

(7) Le niveau de rendement énergétique R1 est défini au sein de l'annexe 2 de la directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 modifiée, relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

Constats :

Le dossier de réexamen daté de novembre 2020 précisait :

"Les productions électrique et thermique de l'UVE ont fait l'objet d'une campagne d'essai de performances en 2014 suite aux travaux liés à la connexion au réseau de chaleur de Nevers Agglomération. Des travaux sur le traitement des fumées sont prévus par l'exploitant (ajout d'une SCR). Des essais de performances de la chaudière seront organisés suite à ces travaux".

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis par mail du 28/05/2025 le rapport des essais de performance sur le four / chaudière (rapport APAVE N° : 134121930-001-3, daté du 31/05/2024, intervention du 13/03/2024 au 17/04/2024).

Le rapport indique que le rendement de la chaudière est de 84,9 % (+/- 1%).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Cuve aérienne de fuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2024, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation des brûleurs d'appoint

Prescription contrôlée :

Une cuve aérienne de 30 m³ de fuel domestique alimente les brûleurs d'appoint. Celle-ci est conforme à la norme NF EN 12285-2, double enveloppe, équipée d'une détection automatique de fuite et sur rétention.

Elle comporte une sonde de niveau électrique reliée à la salle de quart, ainsi qu'un limiteur de remplissage mécanique. La cuve est équipée d'un évent doté d'un arrêt-flamme avec grille de protection et est reliée à la terre.

La cuve est implantée sur dalle béton et protégée des chocs mécaniques par la mise en place de blocs béton de type légo sur sa périphérie. Elle est équipée d'un dispositif de protection EI 720 (coupe-feu 2h) sur 4 faces et en toiture et d'une détection incendie.

Une réserve d'émulseur d'au moins 1000 litres est prévue sur site dans le cadre de son implantation associée à la réserve d'eau incendie disponible sur site.

Constats :

En séance, l'exploitant présente le dossier des ouvrages exécutés (DOE) relatif à l'installation de la cuve.

Le DOE précise que la cuve est double enveloppe et répond à la norme NF EN 12285-2 ("*Réservoirs en acier fabriqués en atelier - Partie 2 : réservoirs horizontaux cylindriques à simple et double paroi pour le stockage aérien de liquides inflammables et non inflammables polluant*").

La visite sur le terrain a permis de vérifier que la cuve est équipée ;

- d'une détection automatique de fuite avec alarme sonore, et de 3 niveaux de détection,
- d'une jauge de niveau optique,
- d'une rétention,
- d'un évent.

La cuve est implantée sur dalle béton, et dans un bunker en béton. Le local est équipé d'une détection incendie.

Par mail du 20/06/2025 (post inspection), l'exploitant a précisé à l'Inspection que le report d'information en salle de quart des niveaux de la cuve, ainsi que du capteur de contrôle d'étanchéité de l'enveloppe double peau de la cuve sont installés.

Dans l'attente d'une installation d'émulseur par pulvérisation automatique, l'exploitant a installé à proximité du local de la cuve, un système canon mobile avec émulseur. La réserve d'émulseur est de 50 litres. L'exploitant déclare que la commande est passée, mais que le fournisseur a rencontré des difficultés pour tenir le délai de livraison.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité : l'exploitant doit installer une réserve d'émulseur d'au moins 1 000 litres pour la protection incendie de la cuve de fuel domestique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois